

Logement et politique urbaine,
Éducation et formation,
Toxicomanie,
Police et sécurité,
Démocratie locale.

DÉBAT PUBLIC

ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION "PARIS-GOUTTE D'OR"
avec 4 des CANDIDATS :

- **Philippe GERMA**
(Entente des Ecologistes - Génération Ecologie)
- **Mireille MARCHIONI**
(Parti Communiste)
- **Jean-Pierre PIERRE-BLOCH**
(Union pour la France - UDF - PSD)
- **Daniel VAILLANT**
(Parti Socialiste)

École élémentaire Richomme - 11 mars 1993



SALLE SAINT BRUNO

ASSOCIATION (Loi de 1901)

9, rue Saint-Bruno - 75016 PARIS

Tél. 01 53 09 99 22 - Fax 01 42 52 22 01

C'est pour apporter sa contribution à la réhabilitation du "politique" que "Paris-Goutte d'Or" (avec l'aide d'autres associations du quartier) a décidé d'organiser ce débat pluraliste à la veille des élections législatives de mars 1993. Quatre des principaux candidats des partis "démocratiques" y avaient été invités. Une première à la Goutte d'Or !

Près de 250 personnes ont assisté à ce débat. C'était le 11 mars 1993 à l'école élémentaire Richomme.

Cinq thèmes avaient été retenus : *logement et politique urbaine, éducation et formation, toxicomanie, police et sécurité, démocratie locale.*

Les quatre candidats invités avaient été informés à l'avance des thèmes, mais non des questions précises.

A tour de rôle, ils sont intervenus 4 minutes sur chaque thème, des questions complémentaires étant posées ensuite par le public (par écrit).

Nous reproduisons ici, in extenso, les interventions des 4 candidats (étant bien entendu que ces diverses positions n'engagent pas l'association "Paris-Goutte d'Or").

N.B. : quelques corrections ont été apportées pour rendre le texte oral plus proche du style écrit.

1. <i>Logement et politique urbaine</i>	p. 2
2. <i>Éducation et formation</i>	p. 6
3. <i>Toxicomanie</i>	p. 10
4. <i>Police et sécurité</i>	p. 13
5. <i>Démocratie locale</i>	p. 15
6. <i>Dernière intervention - thème libre</i>	p. 17
<i>Résultats des élections</i>	p. 19

1. Logement et politique urbaine

• **Constat :**

A Paris et en région parisienne, le problème du logement est crucial pour de nombreuses personnes : nombreux mal-logés ou sans domicile fixe, parc social insuffisant et souvent inaccessible aux personnes les plus démunies, accès difficile pour la majorité des catégories sociales aux logements à loyer libre,...alors qu'au même moment de nombreux logements restent vacants.

• **Question :**

Quelles mesures seriez vous prêt à soutenir :

- pour encourager la construction et la location à Paris et dans la région parisienne ?
- pour permettre à toute les catégories sociales (notamment les plus démunies) d'avoir accès à un logement digne ?
- pour permettre aux quartiers les plus sensibles de rattraper leur déficit (du point de vue social et urbanistique) ?

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

(Union Pour la France - U.D.F. - P.S.D.)

Au point de vue logement, on est dans un quartier de Paris où les efforts les plus importants ont été faits. En 1983, Jacques Chirac a considéré qu'il fallait faire des efforts exceptionnels dans les quartiers de l'est, c'est à dire le 18^e, le 19^e et le 20^e. La réhabilitation de la Goutte d'Or est un exemple d'un quartier qui est complètement refait à neuf.

Le manque de logements sociaux est une réalité. Le fait qu'on n'a jamais aussi peu construit depuis 1954 à Paris est une réalité. Cela vient de la carence de l'Etat : en effet, tous les terrains disponibles à Paris sont propriété de la SNCF ou de l'Etat. Donc la carence de l'Etat dans le domaine des logements sociaux est une réalité. Qu'y a-t-il à faire ? Le nouveau gouvernement qui se formera après Mars, pourra obliger la SNCF, dans certains cas, en région parisienne et surtout dans certains arrondissements de Paris à vendre des terrains disponibles pour pouvoir faire des logements sociaux. Ce qui a été fait, que ce soit à la Goutte d'Or ou à la Z.A.C. Evangile est un exemple de ce qui a été fait par la Ville de Paris en 10 ans.

On voit très bien que l'Aide Personnalisée au Logement (A.P.L.) faite par la Ville est un exemple. On ne peut pas faire mieux que ce que fait la Ville de Paris.

- Est-ce qu'il y a quelque chose de plus que vous soutiendrez quand vous serez député ?

Il faut revoir complètement l'A.P.L. et faire en sorte qu'il n'y ait pas 500 000 mal-logés à Paris. Ce n'est pas une responsabilité de l'opposition dans ce pays, c'est une responsabilité de la gauche au pouvoir depuis 10 ans, qui n'a strictement rien fait dans ce domaine. Parce que la réalité c'est qu'on a vu en 10 ans les Sans Domicile Fixe et la pauvreté se développer à Paris et en région parisienne; nous n'en sommes pas responsables et il faudra faire des efforts énormes et reprendre un certain nombre de dossiers qui ont été laissés de côté par la gauche. La carence de la gauche sur le logement est une des faillites du gouvernement socialiste.

Concrètement, il faut qu'on fasse l'état des lieux quand on arrivera, voir ce qu'il faut faire et relancer le logement : c'est une des priorités du programme de l'U.P.F.. Si l'on veut redémarrer la vie économique dans ce pays, cela passera par la construction de logements. Alors, l'économie pourra redémarrer. Aujourd'hui, le B.T.P. (NDLR : "Bâtiments et Travaux Publics") est au niveau de 1954. Il faudra faire l'état des lieux : je n'ai aucun programme magique à proposer.

Mireille MARCHIONI

(Parti Communiste Français)

Le logement c'est un problème important. C'est, juste après la question de l'emploi, le problème le plus dramatique à Paris, et en particulier dans ce quartier. Nous regrettons la tendance actuelle qui consiste à repousser de Paris la population la plus modeste et d'atteindre à la diversité de Paris, ce qui faisait son caractère vivant, mélange de populations et d'activités.

En ce qui concerne le Développement Social des Quartiers (D.S.Q.), je pense qu'en soi, c'est une bonne chose, que la réhabilitation, les constructions sont une bonne chose, que nous approuvons et soutenons. Cependant on ne peut pas résumer ce qui a été fait au D.S.Q. de la Goutte d'Or qui ne représente qu'une infime partie du quartier. C'est très insuffisant face aux besoins du quartier qui sont énormes.

Nous sommes pour l'abrogation de la loi Méhaignerie. Parce que ce qui fait les difficultés des gens pour se loger actuellement, c'est l'impossibilité d'accéder au loyer privé. Avec la loi Méhaignerie, on a libéré complètement les loyers, on a mis en place des sur-loyers dans les H.L.M., on a fait entrer les charges dans les loyers, on expulse à tour de bras pour les congés-vente alors qu'avant ce n'était pas possible. Ce congé vente n'étant pas fait pour une petite opération immobilière; c'est à grande échelle que des marchands de bien revendent pour spéculer.

Le 31 Mars, il va y avoir des centaines de milliers d'expulsions à Paris. Nous voulons lutter pour qu'il n'y

ait pas d'expulsion en 93 chez les locataires de bonne foi. L'expulsion, c'est la porte ouverte à la désocialisation totale. Il y a des S.D.F. Va-t-on mettre à nouveau des S.D.F. à la rue ? Pas d'expulsion sans relogement.

En ce qui concerne le logement social, effectivement il y a un problème d'accès pour les plus démunis puisqu'il y a des plafonds qui ne sont pas respectés pour l'attribution des logements sociaux. Il n'y a pas assez de logements sociaux. C'est un phénomène complexe : difficulté à se loger dans le privé, pas assez de logements sociaux, et perte d'un certain nombre de logements à caractère social. Dans ce quartier il y avait un tas d'hôtels, ce n'est pas la panacée, il y avait des "loi 48" qui permettaient aux gens de se loger à bas prix. Il y a diminution de ces logements et en échange il n'y a pas de logements sociaux pour reloger des gens modestes qui sont majoritaires dans ce pays.

Nous proposons d'arrêter tout logement privé dans les ZAC et faire passer la proportion de 30 % à 100 % de PLA dans les programmes de la Ville.

En ce qui concerne les logements intermédiaires (P.L.I.) qui ont des loyers de 4 000 ou 5 000 francs (comme à la Z.A.C. Evangile), nous pensons que, pour l'instant, il faut en arrêter la construction et ne faire que du P.L.A. (NDLR : nouveau nom des HLM) tout en augmentant le plafond P.L.A. pour permettre l'accès des gens qui ont des ressources un peu supérieures.

Il faut doubler le nombre des constructions de logements sociaux par an. Tous les terrains vides (de l'Etat et des entreprises publiques) doivent être utilisés pour le logement social et non pour la spéculation. Il faut exercer le droit de préemption sur tous ces terrains. A Paris il y a des terrains qui se libèrent, dans la rue Championnet, dans certains endroits du 18°. Il y a des choses qui se construisent mais ce sont des résidences. Si on veut vraiment résoudre le problème du logement, mettons le préemption sur ces terrains.

Daniel VAILLANT

(Parti Socialiste)

Le droit au logement, c'est un droit pour tous ceux qui résident dans notre pays, et ont le droit d'y vivre, qui sont des citoyens quelles que soient leurs origines, sociale ou culturelle.

Il faut rétablir la vérité : avant 81-82, avant les lois de décentralisation, c'est l'Etat qui finançait les logements, notamment les logements sociaux. En 77 (M. Chirac était maire de Paris), il n'a pas obtenu de la SNCF qu'elle libère les terrains; nous sommes intervenus, L. Jospin et moi-même auprès de M. Cazeaux, président de la SNCF, pour qu'il libère ces terrains - ce dont M. Chirac nous a remerciés - pour faire la Z.A.C. Evangile que la Ville a entrepris. Il faut que vous sachiez que depuis les lois de décentralisation de 82, ce sont les collectivités locales, et notamment la Ville, qui décident de la politique du logement. C'est vrai qu'il manque des logements sociaux à Paris. Malgré la loi P.L.M. (NDLR : loi organisant la gestion municipale à Paris, Lyon et Marseille), il reste

beaucoup à faire. C'est un problème politique. Si l'on veut garder à Paris sa dimension populaire, sa diversité sociale, il faut respecter le côté mixte des logements. C'est pourquoi je ne suis pas pour uniformiser et créer des ghettos sociaux dans la ville. Je suis pour la mixité sociale, sociologique, quelles que soient les origines des gens.

Je me suis battu à l'Assemblée Nationale contre les technocrates du Gouvernement et de l'Etat. Mais combien de technocrates aussi à la Mairie de Paris, à la Direction de la Construction et du Logement (DCL) ! On a corrigé la loi Méhaignerie, pas suffisamment à mon goût, parce que du fait du lobby de la FNAIM (NDLR : Fédération Nationale des Agents Immobiliers et Mandataires), le fait que le bâtiment soit en déficit nous a empêchés de bloquer les loyers de la loi Méhaignerie quand ils sont vacants ou libres. Nous avons encadré les renouvellements de baux ou les augmentations annuelles sur l'indice de la construction. Il faut revoir l'aménagement et les projets architecturaux afin qu'ils soient à l'échelle humaine et améliorent la qualité de la vie, ce qui n'est pas toujours le cas. Il faut une plus grande transparence de l'office H.L.M. : c'est un scandale que 90 000 logements soient gérés dans les bureaux de la rue Cardinal Lemoine. Je souhaite 20 directions de l'Office H.L.M. sous l'autorité du Maire d'arrondissement et sous le contrôle du Conseil Municipal et des élus, et je souhaite des attributions transparentes et sélectives.

Autre problème : je crois que les dispositions actuelles sont inadaptées à l'Île de France et à Paris. Des gens aux ressources moyennes ne peuvent rentrer dans les P.L.A. parce que leurs ressources dépassent le plafond. C'est pour cela que nous avons augmenté le plafond P.L.A. de 15 % récemment, mais ce n'est pas encore suffisant. Pour les plus démunis, nous avons fait la loi Besson et le programme P.O.P.S. Mais pour que cela marche, il faut un accord entre la collectivité locale et l'Etat. Je regrette que la Ville de Paris n'aille pas plus loin car cela est possible !

Philippe GERMA

(Entente des Écologistes - Génération-Écologie)

Les problèmes ne sont pas traités car il y a d'un côté la Ville, et de l'autre les élus nationaux. Cela n'a pas l'air de bien fonctionner.

Quelques chiffres simples : de 83 à 90, la croissance du B.T.P. est de 32 %. On a fait des autoroutes dégueulasses dans le paysage alors que le bâtiment a augmenté de 8 % seulement. Cette année, on a vu moins de 320 000 logements neufs produits (- 8,6% par rapport à 92). La construction de logements est l'équivalent de celle qui se faisait en 1954. L'immobilier de bureau en région parisienne a augmenté de 400 % et dans les banques (dont la plupart sont nationalisées, c'est à dire dirigées par des amis du pouvoir - droite ou gauche), les 100 milliards d'endettement sur l'immobilier (dont la plupart pour l'immobilier de bureau) conduisent à l'augmentation des taux d'intérêt. Quand quelqu'un veut se payer un petit appartement, ce n'est pas possible à cause des

taux d'intérêt qui sont trop élevés. Nous arrivons à une crise de l'immobilier forte due à des systèmes de dérégulation que l'on a connus entre 86 et 88. Le logement, personne ne s'en occupe parce que l'immobilier de bureau rapporte plus.

La première mesure que nous avons imposée, nous élus au Conseil Régional d'Ile de France, pour le vote du budget 93, a été d'augmenter de 63 % l'aide au logement pour les plus démunis. C'est une priorité pour les écologistes. Les espaces verts sont très importants, mais le logement est une priorité. Nous avons obtenu l'augmentation de l'aide aux plus démunis contre l'avis de tout le monde : ils voulaient faire des autoroutes ! Nous avons dit que nous ne voterions le budget que si on remplaçait les 4 lycées Pailleron qui restent encore.

Les 2 seules mesures de Génération Ecologie en ce qui concerne le logement visent à donner des avantages fiscaux sur le revenu locatif. Il y a énormément de logements non loués uniquement à cause de la fiscalité. Quelqu'un qui loue paie plus cher que s'il achète les obligations d'une société. Ce n'est pas normal que les logements vides ne soient pas loués à cause de la fiscalité. Le parc de logements anciens à rénover est important. Poussons le secteur de la rénovation de bâtiment. Essayons de relancer la réhabilitation du logement ancien et là, des mesures de défiscalisation sont possibles pour faire en sorte que, tant pour les propriétaires que pour les locataires, il soit possible de baisser la fiscalité.

QUESTIONS DU PUBLIC

1. Une locataire dans la salle fait état des conditions qui lui ont été imposées pour accéder à un logement social. Il a fallu prouver qu'elle disposait, fiches de paye à l'appui, de 14 000 F (pour un couple).

2. Les normes des prestations familiales ne seraient-elles pas à modifier afin de permettre à certaines familles d'y avoir accès plus facilement ? On cite une famille de 7 personnes (5 enfants), vivant dans 46 m² depuis 1981 sans allocation logement en raison de la surface trop petite du logement.

3. Question sur l'aménagement du quartier, les espaces verts, le projet SNCF, la vie de quartier, avec ses commerces de proximité,...

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

Il faut baisser les chiffres d'accès au logement social qui sont aujourd'hui trop importants, ce qui ne permet pas à des classes moyennes d'accéder à un certain type de logement. On le voit tous les jours et je crois qu'il faut qu'on revoie complètement la question. Du fait de la crise, du fait d'un certain nombre de choses, il faut abaisser le plafond pour que les gens puissent avoir un logement. Je crois que c'est une réalité concrète.

En ce qui concerne l'Allocation Logement, je suis tout à fait d'accord. Ça aussi il faut le changer. Il y a beaucoup de choses à changer parce qu'on se rend

compte aujourd'hui qu'il y a des familles qui sont à 7 personnes dans 46 m². Malheureusement on ne peut pas les reloger car ils veulent souvent être relogés dans le quartier. Quand on trouve quelque chose en banlieue, ils ne veulent pas y aller. Que faut-il faire ? Il faut que l'on réfléchisse à quelque chose de nouveau. Et ça va être le travail des parlementaires à partir d'avril.

Mireille MARCHIONI

Je voudrais répondre à une question sur le logement libre. Vu l'urgence de la situation, il faut appliquer la loi de réquisition qui est en vigueur et qui n'est absolument pas appliquée dans la mesure où ces logements libres sont dans la majeure partie des cas des logements qui appartiennent à des compagnies bancaires, des compagnies d'assurances, des grands promoteurs immobiliers, ... Pas question évidemment de réquisitionner le logement du petit propriétaire privé qui le garde pour ses enfants mais les grandes sociétés immobilières à Paris ont énormément de logements vides. Il y a des bureaux vides également. En décembre, le gouvernement avait prévu de réquisitionner ces bureaux pour en faire des logements. On attend le décret d'application. J'espère qu'il sera enfin voté.

En ce qui concerne le financement, je crois qu'il y a beaucoup de questions sur le montant des loyers qui tournent autour du financement du logement social. Nous sommes pour une réforme complète du financement du logement social. Depuis la loi Barre de 76, le logement social n'est pratiquement plus financé par les fonds publics. Des prêts bancaires essentiellement permettent de construire du logement social, et quelques subventions. Nous sommes pour le retour à l'aide à la pierre, c'est à dire que l'Etat, par des prêts à taux faibles, permette de construire des logements sociaux. Cela éviterait les problèmes des familles qui ne peuvent plus rester dans le logement quand les enfants sont élevés du fait de la baisse de l'A.P.L. Pour financer le logement social, il faut revenir au 1% patronal qui est tombé en dessous de 0,5 % et il faut trouver des fonds. Il faut taxer la spéculation financière ; il faut toucher à l'argent, on n'y arrivera pas à autrement.

A propos de l'aide aux plus démunis : effectivement, il y a peut-être des fonds débloqués pour le logement des plus démunis, mais la conséquence, c'est l'augmentation de la taxe d'habitation pour les gens de la région Ile de France. Il faut arrêter de faire payer toujours les mêmes. Il faudrait faire payer les spéculateurs immobiliers si on veut aider le logement.

Daniel VAILLANT

L'Etat apporte des crédits P.L.A. aux villes pour qu'elles construisent des logements sociaux. Il faut que vous sachiez que la Ville de Paris ne consomme pas les crédits que l'ont met à sa disposition pour construire des logements sociaux.

Sur le logement des plus démunis, il faut un accord entre la Ville et l'Etat, qui était prêt à aller plus loin pour le logement des démunis, pour peu que la Ville

acceptât de faire l'effort supplémentaire de son côté. Obliger la Ville, avant de penser aux propriétaires privés, qui sont quelquefois des petits propriétaires, à louer son propre patrimoine : je connais des logements vides. J'aimerais que les candidats nous répondent : pourquoi le 61 rue Myrha est vide depuis près de 10 ans ? (Je prends cet exemple, mais il y en a combien d'autre !) Pourquoi est-il vide alors que les gens manquent de logement ? C'est bien la Ville, ce n'est pas le député qui gère, jusqu'à ce jour, les logements sociaux dans la ville.

Le D.S.Q., c'est une dimension positive qui corrige les erreurs de la technocratie et de l'administration parce que les associations, les acteurs de l'État, de la Ville, avec leur diversité, font progresser. Et le bilan du D.S.Q. Goutte d'Or, même si on avait pu mieux faire, n'est pas si mauvais que cela, dans la mesure où nous avons, un certain nombre d'entre-nous, imposé le relogement des gens sur place plutôt que de les exporter en banlieue comme la bonne habitude de la Ville de Paris.

L'A.P.L. : ne disons pas n'importe quoi ! L'A.P.L. est financée par vous, par nous, par les contribuables, c'est à dire l'État. Monsieur Pierre-Bloch a dit tout à l'heure : "L'A.P.L. c'est la Ville de Paris". Il n'a rien compris. Moi je demande une allocation différentielle de la Ville de Paris pour combler les écarts qu'évoquait Madame MARCHIONI tout à l'heure. Je veux aussi l'égalité entre les arrondissements et que l'on traite plus égalitairement les quartiers de l'Est parisien et les quartiers bourgeois de l'Ouest. Et moins de bureaux dans la capitale : 4 millions de m² de bureaux vides c'est un scandale !

Philippe GERMA

Pour le logement social, j'ai récupéré un article de "La Croix" du 26 Février où je m'aperçois qu'il y a un problème concernant les H.L.M. de la Ville de Paris. 50 000 personnes attendent d'avoir des logements. Or, sur les 419 nouveaux locataires, 57% n'auraient pas donné les éléments, notamment l'avis d'imposition, les fiches de paye, etc... pour avoir un logement. J'ai l'impression que pour avoir un logement social H.L.M. dans la Ville de Paris, il faut être bien pistonné.

C'est vrai aussi qu'il y a trop de bureaux et qu'on pourrait commencer à réaménager les bureaux en logement ; mais les promoteurs qui ont fait les bureaux en attendaient beaucoup d'argent. Les promoteurs voudront bien transformer les bureaux en logements chers. Il faut loger des gens de condition modeste. On ne peut pas avoir au centre de Paris que des privilégiés et balancer dans les banlieues les gens les plus démunis.

Les espaces verts du quartier sont inexistantes. J'ai vu que Monsieur Vaillant avait un grand projet. Il a été pendant 5 ans député. J'ai été au ministère de l'environnement avec Brice Lalonde : je n'ai jamais entendu parler du projet Eole. C'est dommage ! Il aurait pu venir avant, je l'aurais aidé. Il y aura un problème demain sur ce que l'on fait de l'emprise SNCF : il est inutile de garder en plein Paris des quantités de mètres carrés pour les entrepôts ou pour la formation des trains : on peut libérer cet espace. J'aimerais savoir ce que l'on veut faire de cet espace. D'après ce que je crois savoir, on veut en faire des espaces verts ou du logement social,... J'ai plutôt l'impression que l'on va s'en servir pour y faire de la spéculation immobilière classique. J'aimerais que l'on en parle.

2. Éducation et formation

• **Constat :**

Bien que le quartier ait été classé Zone d'Éducation Prioritaire, le nombre d'élèves par classe est toujours supérieur à la moyenne parisienne et les moyens financiers ou humains sont insuffisants. De nombreux élèves sortent sans qualification du système scolaire ou sont placés sur des voies de garage. Le soutien scolaire organisé par les associations manque de moyens.

En ce qui concerne la préformation et la formation professionnelle, on constate que des passerelles manquent pour mener les hommes ou les femmes concernés aux qualifications demandées sur le marché du travail.

• **Question :**

Quelles mesures seriez-vous prêts à soutenir :

- pour lutter contre l'échec scolaire au sein de l'école et par le soutien scolaire ?
- pour faciliter et encourager l'intégration des immigrés et de leurs enfants ?
- pour mieux adapter le système de formation à la fois à la population qui y a recours et au marché du travail ?

Mireille MARCHIONI

(Parti Communiste Français)

Il nous semble que la lutte contre l'échec scolaire commence dès la maternelle. À Paris, 15% des enfants de 2 ans et 80% des enfants de 3 ans sont scolarisés. Des études prouvent que la scolarisation précoce favorise une réussite future. Les Z.E.P., après de bons débuts, se retrouvent avec les mêmes effectifs. Nous soutenons la diminution des effectifs dans les Z.E.P. sans que cela soit au détriment des autres écoles. Il est nécessaire de développer l'enseignement de soutien pour lutter contre les problèmes scolaires. Il faut un réseau unique par école plutôt que 3 actuellement. Dans le secondaire (je pense au collège Clemenceau) il faudrait dédoubler les classes, faire de petits groupes, ... Il faut aussi construire un nouveau collège sans tarder car on voit ce qui se passe à Dorgelès, où on est obligé de construire en préfabriqué à la hâte. Et un lycée pour le 18ème, pour éviter que les enfants aillent ailleurs. Depuis le temps qu'on le demande, il n'est toujours pas voté.

Un gros problème du secteur, c'est la "ghettoisation", qu'il faut arrêter bien que ce ne soit pas simple. Il faut parvenir à une transparence dans l'élaboration des secteurs scolaires, avec la présence des parents et des enseignants et faire un mélange de population, de rues, pour éviter la formation d'écoles "ghettos".

Nous sommes pour l'instauration de passerelles entre l'enseignement technique et général, ce qui n'est pas le cas actuellement et faire de gros efforts dans l'enseignement technique pour une formation en lien avec l'entreprise tout en restant fidèle à l'enseignement public d'État. Nous ne sommes pas d'accord avec les projets de la droite d'aller vers une école à 2 vitesses. Le privé pour ceux qui le pourront et le public pour ceux qui ne pourront pas.

Nous avons aussi des propositions pour la formation professionnelle : nous pensons qu'il faut multiplier par 3 la contribution patronale. Il y a un problème urgent pour lequel nous avons des propositions urgentes : prendre 40 Milliards sur le surarmement pour l'école. Nous sommes contents de la rallonge du dernier budget, mais c'est encore loin de couvrir les besoins. Nous sommes inquiets en ce qui concerne la fermeture des L.E.P. Ganneron et Boinod. Que va-t-on faire dans le 18ème si l'on ferme des

établissements ?

La formation doit être permanente, bien entendu. 10% sur le temps de travail pour se former ce serait l'idéal. On en est très loin et cela permettrait de promouvoir les sciences et les techniques. Il y a beaucoup d'efforts à faire. C'est une question de moyens financiers. Il faut trouver de l'argent là où il est : dans le budget de l'État, dans les entreprises.

Daniel VAILLANT

(Parti Socialiste)

Sur l'Éducation Nationale, si je suis réélu député, je m'engage à me battre pour que cette Education Nationale ne soit pas démantelée et que l'on évite l'école à deux vitesses. Le recrutement des professeurs dans les régions, c'est créer des établissements à deux vitesses pour les privilégiés et pour les autres. C'est ma première priorité.

Deuxièmement me battre pour que le budget de l'Éducation nationale reste le premier de la nation. Cela est en cause. Je ne voudrais pas de retour en arrière. Continuer à revaloriser le métier d'enseignant par le scolaire, la formation et, concernant les Zones d'Éducation Prioritaires (Z.E.P.) qui ont été relancées en 88, ne pas baisser la garde. Il faut poursuivre cette démarche positive sans remettre en cause la formidable nécessité de maintenir l'école de la République ouverte à tous. L'école de l'intégration sociale et de l'autre intégration, qui est une chance pour la France et pas une menace comme je l'entends dire ici où là. C'est vrai qu'à Paris, se pose le problème de locaux. Des efforts ont été entrepris par la Ville depuis la loi P.L.M. de 1983, où il y a des élus responsables et donc responsabilisés. Ce n'est plus l'Administration. Je salue ces efforts.

Autre élément : avec la décentralisation, les lycées sont du ressort de la Région, les collèges, du Département, les écoles primaires et maternelles, de la Ville. Problème de locaux, d'entretien, de peinture, de construction, etc... Je suis pour la scolarisation à 2 ans, je crois que c'est un facteur d'intégration, même si tout le monde n'est pas d'accord avec cela. Pour cela il faut des locaux. Le rectorat s'est engagé à créer des postes là où il y aura des locaux. Il faut que cela continue quel que soit le résultat des élections.

Quant aux équipements sportifs et aux jardins, ce n'est pas du vent les "Jardins d'Éole" : j'espère que cela va se faire et je me battrais quoi qu'il arrive. Et

ça doit être du vert même si il y a un peu de logement puisque la Ville en veut. Pourquoi pas si c'est bien placé ?

Sur les problèmes de formation : pour lutter contre l'échec scolaire, il y a notamment aussi la Charte de l'accompagnement scolaire. Il faudra la maintenir, la développer et faire confiance aux associations qui aident à la sortie de l'école les enfants à faire leurs devoirs. Je suis contre les classes "ghettos", qu'elles soient dans le sens de l'élite ou des plus défavorisés. Il faut une mixité sociale, une mixité sociologique pour que tout le monde soit tiré vers le haut, vers la connaissance, donc vers l'épanouissement, puis vers le métier. La formation est une vraie question. Je regrette que la région ait dû modifier les filières technologiques et techniques au niveau de Paris. J'espère que cela ne va pas disparaître, mais elles sont manifestement restructurées, ce qui amène à se poser des questions sur le L.E.P. Boinod : j'ai écrit au Maire pour en savoir un peu plus. Et je pense qu'il faut garder à Paris des perspectives de formation professionnelle pour les enfants qui ne peuvent pas suivre le cursus général.

Il faut remotiver les uns et les autres : les enseignants par la revalorisation du métier, et les parents eux-mêmes : je souhaite des associations de parents d'élèves vivantes. Je regrette qu'elles ne le soient plus assez. Je suis un nostalgique du Comité National Laïque, car cela crée un rapport de force pour empêcher le recul de l'école laïque par rapport à l'école privée.

Philippe GERMA

(Entente des Écologistes - Génération-Écologie)

Les questions sont très bonnes, très précises. Le problème de l'éducation est un problème global. Au fond, dans notre société, je ne sais pas si vous vous en êtes aperçus, on est en train de remplacer petit à petit l'homme par des robots et des ordinateurs. On nous raconte qu'un point de croissance va créer des emplois. C'est faux ! Donc chaque fois que l'on fait de la croissance, on augmente par des robots et des ordinateurs. Nous allons avoir de plus en plus de temps, en particulier pour nous former, toujours, petits comme grands. Notre système éducatif actuel ne répond pas aux enjeux de demain, ou pas totalement : une formation permanente durant toute la vie. Il va falloir que l'on revienne à l'école tout le temps. Et au fond, il faut revaloriser la fonction de l'école, à tout moment de la vie.

S'il y a un domaine auquel Génération Écologie pense qu'il ne faut pas trop toucher, c'est l'Éducation Nationale. Pourquoi ? Parce que tous les ans, on fait une réforme que l'on n'applique pas et tous les ans on continue un système lourd qui ne change pas beaucoup, malheureusement. Il faudrait véritablement avoir des États Généraux de l'Éducation Nationale, non plus en fonction de ce qui se passe aujourd'hui, mais en fonction de ce qui va se passer demain.

D'autant que notre société, dès lors que nous allons moins travailler, va devoir passer à d'autres activités que le temps libre permettra. Le temps libre, c'est super : tout le monde en a peur : plus de temps plus

de convivialité, pour s'occuper des enfants, de l'éducation,... C'est une chance énorme que le partage du travail, le droit au temps libre. Le système d'éducation est au cœur de cela.

J'ai lu un certain nombre de programmes. La gauche est là depuis 10 ans. L'Éducation ça n'a pas trop bien marché. On veut privatiser l'Éducation. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne formule. En tout cas, elle ne sera pas bonne pour les individus, pour le droit à chacun d'être éduqué. La décentralisation comporte des bonnes et des mauvaises choses. Décentraliser l'école n'est pas la meilleure des choses si l'on veut qu'une éducation soit donnée à chaque citoyen français de façon relativement égalitaire. Enfin, les rythmes scolaires sont effrayants et ne correspondent pas à la diversité des modes de vie. On ne vit pas de la même façon à Paris, en banlieue et dans d'autres villes. Il faut réaménager ces rythmes scolaires.

Le développement des mathématiques est au centre de l'école. Ce n'est pas vrai : il y a beaucoup d'autres choses. L'école n'est pas seulement faite pour apprendre à lire écrire et compter. Elle est faite pour développer des connaissances, contribuer au développement de la personnalité de l'enfant puis de l'adulte, pour le civisme, pour l'intégration sociale, pour le respect de la nature et de l'environnement, ce que l'on devrait apprendre à l'école.

Génération Écologie n'est pas là pour faire de grandes réformes de l'Éducation tout de suite, mais plutôt pour regarder clairement à partir d'aujourd'hui comment on va se reformer périodiquement face à une société où les robots et la technologie deviennent de plus en plus forts et où nous allons avoir de plus en plus de temps libre.

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

(Union Pour la France - U.D.F. - P.S.D.)

Quelles mesures contre l'échec scolaire ?

Je crois que ce qui est important, dans un quartier comme le nôtre et aussi ailleurs, c'est de revoir les moyens humains mis en place pour développer le soutien scolaire, c'est à dire pouvoir offrir des aides aux instituteurs pour le rattrapage des enfants et la remise à niveau dans un certain nombre d'écoles, c'est à dire avoir des gosses de 5, 6, 7 ou 8 classes avec des gens qui les aident à se remettre à niveau.

On s'aperçoit aujourd'hui que dans les classes de 25 à 30 élèves, il suffit qu'un certain nombre d'enfants ne soient pas à niveau, ou soient arrivés en cours de scolarisation pour qu'il y ait un retard scolaire. Ce que préconise l'Union de l'Opposition, c'est de revoir l'autonomie de certains établissements, avec des moyens financiers nouveaux et une gestion adaptée à chaque école. C'est à dire que chaque école puisse avoir une autonomie financière et une certaine indépendance face à ses besoins, face à la réalité du terrain. Parce qu'aujourd'hui, c'est la centralisation, les ordres qui partent de la rue de Grenelle, et se diffusent sur toute la France, dans un certain nombre de villes ou de quartiers sans tenir compte de la réalité de terrain. Il faut une autonomie financière

dans la gestion des établissements, pour qu'on puisse y engager des gens pour faire du soutien scolaire.

Il faut développer une pédagogie du choix, c'est à dire faire comprendre qu'entre la 6ème et la 5ème, un certain nombre d'enfants ne sont pas faits pour des études littéraires, mais pour des études manuelles et pouvoir dès ces classes, diriger les enfants vers leur propre voie, sans les obliger à suivre des études qui ne sont pas les leurs. On voit ce qui se passe aujourd'hui, c'est à dire l'échec scolaire, des gens qui rentrent sans diplômes et sans orientation dans le cycle du chômage.

Il faut mieux adapter le système de formation à la population et au monde du travail. Aujourd'hui, les enfants, dans un certain nombre de quartiers ou de villes, sont défavorisés par rapport à d'autres quartiers. Je prends l'exemple de Paris. Au lycée Henri IV, un professeur fait la leçon pour 40 personnes d'un niveau intellectuel égal, alors qu'en d'autres endroits, les professeurs et les instituteurs sont obligés de travailler deux fois plus à cause des niveaux différents. Laisser une autonomie aux établissements leur permettra de mieux s'adapter à l'environnement et aux enfants.

QUESTIONS DU PUBLIC

- Certaines soulignent l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la Z.E.P. : pénurie de places en école maternelle, classes surchargées, manque de collège et de lycée... L'école Pierre-Budin attire l'attention sur les espaces exigus et les trottoirs encombrés et sales. Quel est l'avenir de la Z.E.P. Goutte d'Or ?

- Une école a transmis un questionnaire qu'elle tient à la disposition des 4 candidats. Est-il normal qu'aucun de vous 4 n'y ait encore répondu ? Celui-ci vous interrogeait sur le sous-équipement de la Z.A.C. Evangile.

- Quelles mesures comptez-vous prendre pour limiter et interdire la propagation des idées racistes et antisémites de l'extrême droite ? Qu'êtes vous prêts à faire pour soutenir l'intégration des immigrés par la pré-formation et la formation professionnelle ?

- Une lettre de jeunes du quartier : "Au nom de 29 d'entre-nous, non reconnus comme Français alors que nous sommes bi-nationaux, franco-algériens : nous avons obtenu la nationalité française par filiation et nous sommes une soixantaine à avoir des papiers français délivrés par le Consulat Général de France à Alger. Nous avons des problèmes administratifs (pour les actes de naissance, les cartes d'électeurs, les certificats de nationalité, etc...) Sommes-nous Français pour vous et comment pensez-vous que nous puissions obtenir nos droits ?"

Mireille MARCHIONI

Personne ne peut nier les problèmes de l'école. Comment trouver les moyens ? La question est bien de savoir où trouver l'argent. Le budget de l'éducation

Nationale représente seulement 3% du PIB : nous proposons qu'il soit élevé à 5%.

En ce qui concerne la "ghettoïsation" : actuellement le gouvernement a accepté la désectorisation de certains collèges (certains parents présents doivent en avoir l'expérience) en laissant 3 choix aux parents. C'est à dire : les collèges des quartiers pauvres pour les pauvres et les collèges des quartiers riches pour les riches. J'exagère, mais c'est la tendance. La droite cache ses propositions de libérer totalement le choix de l'établissement pour les familles. Qu'ils se prononcent publiquement sur cette question. La tentation est forte. L'Education Nationale représente un coût. Est-on prêt à payer ce coût social pour développer la société ou bien est-ce qu'on se dit qu'on n'a pas les moyens, qu'on ne va pas les chercher où ils sont ? Dans ce cas, on fait quelques écoles d'élite et on laisse la masse des autres jeunes dans des écoles poubelles, comme cela se passe aux Etats-Unis. Il y a des établissements pour les gens qui ont les moyens et d'autres pour les gens qui ne les ont pas. C'est une question de choix de société, de l'endroit où on prend l'argent. J'ai déjà fait des propositions, sur le surarmement. D'autres choix sont possibles. Prendre l'argent où il est. Il faut en venir à cette question, sinon, cela ne restera que des vœux pieux.

Sur la Z.A.C. Evangile, effectivement, vous nous avez envoyé un dossier ; je voudrais vous dire qu'il y a eu une lutte à la Z.A.C. Evangile : les élus communistes ont été présents à l'école quand vous nous avez invités. Nous vous avons soutenus et vous avez obtenu une classe. La bataille doit actuellement s'orienter vers la recherche de nouveaux locaux. Il existe des locaux publics rue Pignaux, qui ne sont pas encore construits, où il est prévu de construire des bureaux. Donc, la balle est dans le camp de la Ville et du nouveau gouvernement, puisque c'est un programme Ville-Etat.

Daniel VAILLANT

Les moyens de la Z.E.P. sont insuffisants. Ils le seront toujours, puisque je vous ai dit que l'Education était une priorité, notamment dans les quartiers les plus défavorisés. Je m'engage à faire les démarches nécessaires si je suis réélu député pour que rien ne soit supprimé, et notamment pour que la politique de Z.E.P. ne soit pas remise en cause.

Z.A.C. Evangile, je n'insiste pas : l'année dernière, nous nous sommes battus pour avoir un poste supplémentaire. Ça pose un problème aux parents d'élève de l'école qui ne veulent pas du 8ème poste que le rectorat est prêt à ouvrir. Je les comprends en termes de qualité de la vie scolaire. On est au cœur de la difficulté. Le rectorat est prêt à ouvrir un poste pour répondre au problème des listes d'attente, mais en même temps, la Ville n'est pas prête car elle n'a pas prévu d'ouvrir une autre maternelle dans ce quartier.

Collèges et Lycées : je suis, comme tout le monde ici, j'imagine, pour un collège et un lycée, mais pas n'importe où. Je pense qu'il ne faut pas faire un lycée à l'endroit le plus mal placé du quartier (rue Emile-Duployé, que certains connaissent), au

détriment de l'habitat et des braves gens qui habitent là. Même s'il y a des choses à faire en matière de reconstruction et de réhabilitation dans ce secteur. L'école Pierre-Budin : c'est un vrai problème. J'ai écrit au maire du 18ème pour lui demander quel serait l'avenir du terrain libéré par le L.E.P. qui jouxte l'école primaire de la rue Pierre-Budin, parce que ce serait une occasion merveilleuse, plutôt que d'y faire une implantation, sans doute utile (la formation des adultes) mais je préférerais que l'on puisse régler les problèmes d'engorgement scolaire dans le domaine élémentaire à la faveur de la libération de ce terrain.

Sur la propagation des extrémismes et des racismes : je n'ai rien à dire. Le passé vaut pour le présent. Si tout le monde pouvait en dire autant ! En effet je m'engage, par exemple, à ne pas remettre en cause le droit du sol, par rapport au droit du sang, et je ne colle pas d'autocollant de l'extrême droite.

Philippe GERMA

Il y a plusieurs questions. Le désarmement est une priorité pour la planète. Les écologistes ont toujours soutenu cela. Plutôt que dépenser de l'argent dans l'armement, on ferait mieux de le dépenser dans l'éducation et les industries d'environnement. Les problèmes de la planète sont que l'atmosphère commence à être sévèrement attaquée, la couche d'ozone, l'eau qui manque, la réserve en eau et la pollution de l'eau. Mettons beaucoup d'argent sur l'éducation planétaire et les problèmes de l'environnement, plutôt que pour l'armement.

Personne n'a fait jusqu'à présent : je suis d'accord avec vous, Madame [NDLR : Mireille Marchioni], il faut le faire.

L'immigration, l'intégration. Je regrette que l'on n'en ait pas fait un débat. J'ai des choses sérieuses à dire. On ne peut pas continuer à avoir 20% des gens de la planète qui consomment 80% des richesses. Que font les autres ? Ils viennent chez nous. Partout c'est un problème mondial.

Enfin, l'extrême droite. Il y a deux grandes nouvelles philosophies : on se renferme, le nationalisme; on voit ça en Europe. On vire les étrangers. On connaît. Une nouvelle philosophie politique consiste à dire : on est tous contraints à vivre sur cette planète, il faut apprendre à la gérer. La citoyenneté planétaire, celle que proposent les écologistes est effectivement une donnée de demain.

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

Pour les Z.E.P., si je suis élu député, je crois qu'il faudra faire un effort et augmenter le budget car c'est dans les Z.E.P. qu'il faut faire le plus d'efforts pour les enfants.

La Z.A.C. Evangile : je vous réponds. J'ai dû envoyer ma réponse à votre lettre hier ou avant-hier. Vous allez avoir les réponses.

Un lycée qui sera financé par la région et la Ville sera construit rue Émile-Duployé : cela enlèvera des logements mais on manque de façon urgente d'un nouveau lycée.

3. Toxicomanie

• **Constat :**

Depuis plusieurs années, notre quartier supporte les nuisances du développement d'un marché de drogue qui attire de nombreux dealers et toxicomanes provenant dans leur très grande majorité d'autres quartiers de Paris et de banlieue. Malgré la multiplication des opérations "coups de poing", cette situation ne semble pas s'améliorer ni en ce qui concerne les problèmes liés au trafic, ni en ce qui concerne la santé des toxicomanes et néanmoins citoyens.

• **Question :**

Quelles mesures seriez-vous prêts à soutenir :

- pour diminuer les nuisances subies par la population (toxicomanes qui se "shootent" dans les escaliers, seringues abandonnées, concentrations dans la rue, dégradation des cages d'escaliers, des boîtes aux lettres,...) ?
- pour améliorer l'accès aux possibilités de désintoxication et de réinsertion des toxicomanes et les protéger du SIDA (car si on peut se sortir de la toxicomanie, du SIDA, on en meurt) ?

Daniel VAILLANT

(Parti Socialiste)

La répression et la dissuasion envers les trafics sont une nécessité. La drogue est une nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est un drame social. C'est un fléau pour ceux qui la subissent, dans les deux sens du terme : ceux qui se droguent et ceux qui souffrent des trafics et des violences occasionnées. On sait bien que les problèmes fondamentaux sont la question sociale et la question internationale. Tant qu'il y aura des gens qui produiront de la dope, tant qu'il y aura de l'offre, il risque d'y avoir de la demande. On voit bien aujourd'hui qu'il y a hélas de la demande. Il faut un certain nombre de remises en cause notamment sur le plan économique. Je rejoins ce que disait Philippe Germa : si on ne pose pas maintenant les vraies questions internationales, on n'aura jamais réglé le problème.

Sur les questions essentielles, c'est à dire la prévention, la réinsertion et le traitement médical des toxicomanes : il ne faut pas exclure la substitution. On a parlé de la méthadone. Je ne suis pas pharmacien ou médecin et je m'en remets à des experts. Je proposerai la réunion d'une commission d'expertise scientifique, voire au niveau européen ou international pour qu'on sache s'il y a danger ou pas, si ça peut faire reculer ou pas. Et moi, je ne serai pas hostile dans cette hypothèse, pour peu qu'on y aille avec prudence et certitude.

Lutter contre le Sida, ça va de soi ; que les pharmaciens, les acteurs sociaux, les infirmiers ou les médecins organisent l'échange de seringues ne me choque pas, peu que cela ne soit pas fait de façon voyante pour dire : "il y a la drogue dans ce quartier". Qu'ils aient fait un plan anti-drogue. Je me suis exprimé et j'ai eu le plaisir d'avoir la lettre du Président de Médecins du Monde me félicitant pour mes prises de position équilibrées. Il faut utiliser toute notre énergie et mettre tous les acteurs en synergie pour s'atteler à ce problème sans tomber dans le racisme.

L'amalgame est trop souvent fait, j'y reviendrai peut-être avec les problèmes de police et de sécurité. Mais ça me fait mal au ventre qu'un candidat, déjà candidat en 1988, Louis Girard - on sait d'où il vient - fasse sa propagande sur "Trop d'immigrés", et "les Français d'abord" et qui s'occupe d'un journal avec une publicité du bouquin de Pasqua. Alors sur ces

sujets, il faut être sérieux, ne pas faire d'exploitation de ces drames que nous vivons, mais être absolument sans complaisance pour ceux qui font le trafic et qui exploitent.

Quant à la citoyenneté du toxicomane, pour moi elle ne peut être remise en cause mais il faut que l'injonction thérapeutique devienne réalité : il faut que l'on ait des structures et notre bilan, y compris le mien, est négatif : nous n'avons pas assez créé de structures pour la réinsertion. Pour aider les associations qui travaillent sur des quartiers comme les nôtres (on en connaît ici) pour faciliter la désintoxication, la réinsertion. Il faudra faire des efforts, cela coûtera de l'argent, mais je préfère que la France fasse l'effort dans le cadre du budget de l'Etat même si cela doit coûter des impôts, notamment pour ceux qui sont les plus riches, plutôt que la misère sociale dans ces quartiers et de voir par ailleurs les nuisances et la colère légitime des gens qui habitent en certains endroits comme rue Myrha, rue Polonceau, Bd de la Chapelle,... on connaît bien quand on habite le quartier ce qui est mon cas. Il faut s'y atteler. Je regrette quelquefois que les ordres ne soient pas suivis.

Philippe GERMA

(Entente des Écologistes - Génération-Écologie)

7 tonnes de cannabis consommées à Paris par an. 60 kg d'héroïne : voilà des chiffres. En 1970, 7.000 drogués recensés. 400.000 aujourd'hui. Qui sont ces drogués ? Des sans emploi : 55%. Ce sont des jeunes entre 21 et 25 ans (40%). Ce sont ceux qui n'ont pas d'emploi, comme par hasard. Et au fond, c'est une partie de notre jeunesse qui se retrouve dans la drogue, parce qu'il y a un mal de vivre terrible. Il n'y a qu'à aller dans les Orgues de Flandres.

Je me pose une question simple ; je voudrais la poser à M. Pierre-Bloch. Il y a 15 ans, près de la gare Montparnasse, il y avait tous les drogués, vers la rue de l'Ouest. Puis on a réhabilité tout ce quartier. On a fait des immeubles pour riches. On a viré toute la vie de quartier. Les promoteurs en ont fait un bouillon. Puis il y avait près de la gare de Lyon, l'îlot Chalon. Tous les drogués ont été là-bas. Maintenant, les drogués, je les vois dans mon coin, à Aubervilliers. Puis j'entends les commerçants dire : on va nous expulser... N'y a-t-il pas un plan, M. Pierre-Bloch, qui fait que en ce

moment, dans ce coin de Paris arrivent les drogués de toute l'île de France pour vendre de la drogue à nos jeunes.

Je crois que pour la plupart, les drogués sont des malades, des malades de notre société, de notre civilisation et c'est ça qui est à traiter. C'est là-dessus que les écolos ont un programme. Sur le partage du travail, j'espère qu'on aura l'occasion d'en parler, car au fond, ce n'est pas avec 2 ou 3 policiers que l'on règlera le problème de la drogue, c'est en ayant une autre vision de la façon dont on veut vivre ensemble.

Il y a une terrible affaire contre l'argent de la drogue. On n'a pas fait suffisamment pour pénaliser très fortement les trafiquants qui font beaucoup d'argent avec ça. Je pense que la pénalisation des dealers est très importante. Enfin d'où vient la drogue ? Où est-elle produite ? Dans les pays sous-développés. Il y a un problème d'ordre mondial. C'est produit dans les pays pauvres, acheté par des trafiquants mondiaux. Et ces pays pauvres n'ont que cela à produire, car on leur achète leurs matières premières pas cher.

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

(Union Pour la France - U.D.F. - P.S.D.)

L'angélisme de Monsieur Germa et de Daniel Vaillant est extraordinaire. Quand on voit la réalité de ce quartier, qu'il a été député depuis 5 ans, avec ses amis au pouvoir depuis 12 ans, avec heureusement un vrai Ministre de l'Intérieur et un vrai Ministre Délégué à la sécurité publique de 86 à 88...

Il est intolérable, sous un gouvernement socialiste de voir la drogue se vendre à chaque coin de rue, les gens se shooter dans les immeubles, du fait que la police ne peut pas faire son métier parce qu'il n'y a pas d'ordres venant du Ministère de l'intérieur et que M. Vaillant, secrétaire national du PS est un des dirigeants de ce parti et donc responsable.

Quand on voit la dernière loi des socialistes sur la justice où les grands bandits, les grands trafiquants de drogue pourront se payer les meilleurs avocats et le petit mec n'aura pas les moyens de s'en payer un, et restera au trou, ça c'est une réalité. Ce qui est complètement fou dans ce système !

Il faut différencier 2 styles de drogués. Ceux qui vendent la drogue : et là il faut être d'une grande dureté car ils vendent la drogue pour de l'argent. Le deuxième, c'est le drogué qui est malade et là il faut qu'il y ait dans chaque quartier d'une grande ville comme Paris des centres où l'on peut accueillir les gens pour les aider à s'en sortir et à se désintoxiquer.

Et la réalité d'aujourd'hui : on voit une police qui ne peut plus faire son métier et qui laisse faire parce qu'il n'y a pas d'ordres. Le laxisme de la justice et du Ministère de l'Intérieur fait que la drogue se développe dans nos quartiers à une vitesse incroyable : rue de Tanger, rue de Flandres, rue d'Aubervilliers sont des quartiers livrés à eux-mêmes. La police ne peut pas faire son travail car elle n'a pas d'ordres. L'insécurité et la drogue vont de pair. Et depuis 12 ans que les amis de M. Vaillant sont au pouvoir, rien n'a été fait pour l'accueil des drogués, le

Sida,... Cela provient du laxisme du gouvernement et des ministres socialistes qui ont laissé les choses dans l'état où on en est aujourd'hui... Ils sont entièrement responsables de l'expansion du Sida en France parce qu'il n'ont pas prévu.

Je suis contre l'échange de seringue dans les pharmacies. Je considère qu'il faut qu'il y ait des centres d'accès quartier par quartier, des lieux où on peut suivre les gens à qui on donne des seringues, et que l'on ne donne pas des seringues anonymes dans les pharmacies, parce qu'on sait que grosso modo 50% des seringues servent à aller se repiquer dans un coin. Il faut accueillir ces gens et les accompagner tout au long de leur désintoxication. Il faut que cela soit fait dans des centres d'accueil avec des médecins qui puissent suivre les malades.

Mireille MARCHIONI

(Parti Communiste Français)

Le problème de la toxicomanie, c'est rétablir la communication entre les gens, au niveau de la jeunesse. Je suis émue. Je ne sais pas s'il y a des parents de toxicomanes dans la salle. Il faut arrêter d'avoir peur de la toxicomanie. Elle est un signe d'une jeunesse qui ne sait pas ce qu'elle va devenir, qui n'a pas d'avenir. Les parents, les enseignants, les travailleurs sociaux, la brigade des mineurs,... travaillons ensemble et ne laissons plus passer la drogue ! Quand il y a la drogue en bas de mon immeuble c'est insupportable. Les jeunes qui viennent se piquer dans les immeubles, c'est un signe de détresse : il faut une mobilisation de tous les pouvoirs publics sur cette question-là.

Il ne faut pas confondre les utilisateurs et les dealers. Il faut réprimer et arrêter les gens qui passent clairement avec des bagnoles pour vendre de la drogue. Il faut développer les structures de soin et les cures de désintoxication. Il ne faut pas mélanger les utilisateurs et les dealers. Il faut réprimer, arrêter les gens que l'on voit clairement passer avec des bagnoles en bas des immeubles. Il faut développer les structures de soin et les cures de désintoxication.

Je pense qu'il faut conserver la vente libre des seringues. Si on arrête de vendre les seringues, c'est l'expansion du Sida. Ce n'est pas la panacée, mais faute de mieux, il faut conserver l'échange de seringues. Où ? Chez les pharmaciens qui veulent bien le faire ; dans les centres c'est encore mieux car cela permet de mieux cerner ce domaine de la toxico ; je suis assistante sociale de formation. Il faut parler. L'échange de seringue peut être une occasion pour ouvrir le dialogue avec les jeunes.

Quant aux produits de substitution, malgré les nombreux professionnels qui s'interrogent, personne n'a répondu à la question.

C'est un fléau. Il est insupportable de banaliser la drogue, comme en Hollande où elle est en vente libre dans les cafés. Vous offrez un shoot à vos enfants. Cela nécessite un débat. Ce n'est pas une affaire politicienne. Il faut qu'on réfléchisse.

QUESTIONS DU PUBLIC

- *Quels projets pour la rue Myrha et les autres points chauds du quartier qui sont confrontés à divers trafics ?*

- *Comment allez vous faire pour que certaines drogues en vente libre aux Pays-Bas ne pénètrent en France puisque depuis 1993, il y a libre circulation des marchandises et bientôt des personnes.*

- *Il existe de gros problèmes liés à la prévention. Quels moyens comptez-vous donner aux travailleurs et aux éducateurs sociaux ?*

- *On note que le FIS ouvre des bureaux et des associations islamistes en profitent pour vendre des fausses chemises Lacoste. Que comptez-vous faire pour les jeunes et pour combattre ce fléau ?*

Daniel VAILLANT

Ces sujets extrêmement sérieux méritent d'être traités avec sérénité et détermination et le calme nécessaire sans jamais perdre la boussole des valeurs. Quand on perd la boussole des valeurs, on va vers des excès, des dérapages et l'on sait où cela conduit. Il y a des problèmes de police. Je voudrais rendre hommage à tous ceux qui font leur boulot et désapprouver ceux qui ne le font pas.

J'ai vu les autorités les plus compétentes aux trois échelons : les ordres sont donnés ; ils ne sont pas toujours suivis, notamment en cette période électorale. La construction de l'Europe doit être l'occasion de se doter d'un système de résistance commune parce qu'actuellement un tel système n'existe pas. La question est posée : l'Europe n'étant pas une entité avec frontières, il est évident qu'il y a inter-pénétration. La police travaille : il y a des saisies mais pas suffisamment. La rue Myrha est à deux pas de ma permanence, je connais cela, j'y passe 3 fois par jour. Ce n'est pas acceptable. Je l'ai dit aux autorités de police. Il faut réprimer les trafics. Et je pense que les acteurs sociaux doivent avoir un mandat public pour aider les victimes de la drogue, c'est à dire les toxicos non trafiquants. Il n'est pas toujours facile de faire la différence, car cette maladie gagnant, on devient hélas soi-même trafiquant pour nourrir sa propre maladie. Il faut coopérer : Ville-Etat-Associations. Il ne faut pas se renvoyer la balle. Il faut assumer ses propres faiblesses et ne pas tout rejeter sur la tête des autres.

Philippe GERMA

Le problème de la libre circulation en Europe, qui touche la drogue et l'immigration me semble important. Le marché unique change la façon de se protéger à cause de la libre circulation des citoyens, des biens et des capitaux. Mais il faut protéger l'Europe et non pas la fermer. Or, Génération-Écologie est favorable à des services publics européens, véritables : transférer la compétence de l'État à la supra nationalité

européenne. Les problèmes d'immigration, de drogue, de douane,... sont à mon avis des pistes nouvelles de service public européen. C'est un débat intéressant avec les personnes présentes ici, car on oublie l'immigration qui est un débat de fond.

La drogue est un problème de prévention pour les malades. La vente de drogue à des enfants de 14 ans est un problème. Il y a un problème de prévention mais aussi de répression : il est intolérable de vendre de la drogue à des enfants de 14 ans. Le rôle des parents est important pour l'éducation et le civisme. Il y a des valeurs que l'on a un peu perdues. La convivialité, la fraternité, nos grandes villes les ont perdues, et les conseillers municipaux de ces grandes villes ont une petite part de responsabilité.

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

Pour revenir sur le problème de la drogue, l'important est une coopération des polices à l'échelle de l'Europe. C'est le seul moyen d'avoir une lutte efficace. Chaque arrestation spectaculaire est rendue possible par une action dès le départ des trafiquants d'Amérique du Sud comme l'arrestation de Perpignan, où il y a eu une coopération des polices française, espagnole, américaine et sud-américaine pour une belle opération.

Les familles sont concernées. Que l'on puisse revenir à des cours de civisme à l'école et qu'on puisse leur montrer très jeunes les dangers de la drogue. Il faut qu'on en parle aux enfants dès 8 ans... On voit les vendeurs de drogue à la sortie des écoles qui vendent à des 12-13 ans. La réalité : une mauvaise information des parents, c'est la non communication entre les parents et les enfants : lorsque les parents réalisent le drame que leur fils ou leur fille se drogue, souvent les familles réagissent brutalement ; au contraire, au lieu de créer tout de suite un dialogue et comprendre que si un enfant se drogue, c'est un cri de désespoir. Parce qu'un enfant qui se sent bien chez lui, qui a des parents qui s'occupent de lui, ne se drogue pas, ou a peu de chances de se droguer. Parce qu'il y a un phénomène social de la drogue dans les boîtes soi-disant à la mode où les jeunes se repassent de la drogue. Je suis aussi pour la pénalisation très dure des drogues douces, style hachisch, qui amènent automatiquement à des drogues dures.

Mireille MARCHIONI

On peut se droguer durement avec des drogues douces et doucement avec des drogues dures. La drogue est une échappatoire aux réalités tout comme l'alcool.

30 millions de réduction de la part du budget allouée aux toxicos. C'est beaucoup. L'ouverture des frontières est un risque énorme. Pas seulement pour la drogue. Nous avons tenu cette position, pour les déchets également, et la réalité nous donne malheureusement raison. Je n'ajoute rien sur la prévention.

4. Police et sécurité

• **Constat :**

Il y a une présence policière importante dans le quartier mais :

- l'Hôtel de Police de la rue de la Goutte d'Or n'intervient pas directement (si ce n'est par les nuisances qu'il occasionne),
- les CRS déployés (changeant souvent, ne connaissant pas le quartier et sans consignes claires) laissent le marché aux voleurs prospérer à 50 m de leur car,
- les actions "coups de poing" (bouclage du quartier) relèvent du coup médiatique sans grande efficacité (aux dires mêmes des policiers) et aggravent l'agressivité d'un certain nombre de jeunes,
- une tolérance bizarre s'est installée face à certaines personnes vraisemblablement utilisées comme indics.

De plus, la Préfecture de Police n'a jamais voulu jouer sérieusement la carte de la concertation avec les habitants.

• **Question :**

Quelles mesures seriez-vous prêts à soutenir pour que la sécurité soit assurée effectivement dans le quartier dans le respect des droits des citoyens ?

Philippe GERMA

(Entente des Écologistes - Génération-Écologie)

Le droit à la sécurité des citoyens fait partie de la constitution. C'est important. Elle doit être assurée dans notre quartier comme elle l'est à Neuilly par exemple. La police doit être efficace, démocratique, honnête. J'ai été stupéfait de voir les cars de CRS devant le marché aux voleurs. On ne bouge pas trop. Pour vous mettre des PV, il n'y a pas de problèmes. Contre le vol et la drogue, c'est un peu plus difficile, d'après ce que mes amis commerçants me disent. Il est clair que la fonction du policier est importante dans notre démocratie. Car au fond, en démocratie, le législatif est là pour définir quelles sont les prérogatives et les priorités de la police, qui est là pour assurer la sécurité des citoyens. Leurs conditions matérielles de vie ne sont pas très bonnes : salaires pas très élevés, les locaux, les conditions de vie ne sont pas telles qu'ils ont très envie de faire leur boulot. Si on ne leur donne pas d'ordres sérieux, moins ils en font, mieux ils se portent. C'est plus facile d'arrêter les drogués devant le car où on distribue les seringues que dans les Orgues des Flandres. C'est ce que j'ai cru comprendre. Les policiers passent un temps fou dans les tâches administratives, pour remplir les déclarations de vol d'autoradio, alors que les assurances gagnent tellement d'argent qu'elles n'ont qu'à les faire, ces déclarations.

Au fond je pense qu'une grande partie de la sécurité est faite par les citoyens eux-mêmes. Quand j'étais petit, j'étais poinçonneur à la Gare de Lyon. Il y avait plus de sécurité que dans beaucoup d'endroits. Avant, dans le métro, il y avait un certain nombre de gens qui assuraient notre sécurité. Aujourd'hui, notre monde robotise tout, les petits commerçants sont remplacés par les hypermarchés. Plus personne ne se connaît : le sentiment d'insécurité croît, auquel viennent se greffer les délinquants de toutes pièces. On ne peut pas augmenter de façon inimaginable le nombre et les heures des policiers. Il faut que notre société arrive à retrouver un peu de convivialité et de sécurité, que l'on connaisse l'autre, son voisin. À Paris, la proximité disparaît au profit des grandes tours, en augmentant tout le temps l'insécurité. Vous pourrez augmenter le nombre de policiers, l'insécurité restera toujours.

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

(Union Pour la France - U.D.F. - P.S.D.)

Les policiers doivent avoir moins de tâches administratives, et il faut mettre en place l'îlotage. L'îlotage est sécurisant du fait que les îlotiers connaissent bien un quartier.

Moi, je suis pour le retour des contrôles d'identité - ça permet de mieux voir ce qui se passe. Les contrôles d'identité permettent ceci : les petits voyous qui n'ont rien à faire dans ce quartier vont ailleurs. Le contrôle d'identité permet dans un certain nombre de quartiers de rassurer les gens parce qu'il n'est pas normal dans ces quartiers que les femmes ou les gens âgés n'osent pas sortir dès la tombée de la nuit dans le 18ème et le 19ème.

Je suis pour l'îlotage. Je suis pour que l'on remette beaucoup plus de policiers dans la rue que ce qu'il y en a aujourd'hui. Paris a perdu 1 500 policiers en 10 ans. Les policiers que l'on voit font leur service militaire. Ce ne sont pas de vrais policiers, ils ne peuvent pas faire un certain nombre de choses. On voit la police de moins en moins. Il faut revenir à l'îlotage.

Mireille MARCHIONI

(Parti Communiste Français)

Quel que soit le nombre de policiers que l'on mette derrière chaque personne, si les problèmes sociaux continuent de s'aggraver, il n'y aura jamais assez de monde. Les policiers n'ont jamais réglé les problèmes de société.

Quelle police ? Il faut développer les îlotiers, en nombre suffisant, et les rattacher au commissariat de quartier ; ils connaissent les habitants, les commerçants. Il faut éviter les opérations "coups de poing".

Les immeubles que l'on laisse se dégrader au lieu de les réhabiliter sont des foyers de délinquance. Dans les beaux quartiers, il n'y a pas de gens qui s'installent pour trafiquer. C'est une responsabilité très grave. Pour assurer une meilleure sécurité, il faut conserver les petits commerces, l'activité associative, qu'il y ait des lieux où les gens puissent se rencontrer, des

places, des squares, un lieu avec les îlotiers, des transports le soir, etc...

Daniel VAILLANT

(Parti Socialiste)

La sécurité est une valeur ni de droite ni de gauche : elle est contenue dans la Déclaration des Droits de l'Homme. En faire un thème électoraliste est pire que tout : c'est produire de l'insécurité dans les esprits et dans les actes. La police doit être républicaine. Elle doit obéir aux ordres donnés par des personnes compétentes qui se réfèrent aux valeurs dont je viens de parler.

Quant aux policiers qui ne respectent pas les consignes qu'on leur donne, ils méritent des sanctions exemplaires.

Concernant les problèmes du quartier, je n'ai cessé d'agir. J'ai posé, par lettre, des questions au Préfet, au Conseil de Paris. Il y en a qui ne peuvent pas en dire autant : il n'ont jamais posé une question sur ce sujet. Étaient-ils ailleurs ?

Il faut remédier à un échec de la gauche, c'est à dire changer la Préfecture de Police. Je n'ai pas de bureau à la Préfecture de Police, comme d'autres. Ça ne peut plus fonctionner comme cela. C'est un état dans l'État. Il faut réformer la Préfecture de Police.

J'ai une proposition concrète par rapport au problème d'effectifs : il faut que l'on ait une Direction Générale de la Police d'État pour s'occuper des gardes statiques, des ambassades, des personnalités officielles,.... Il faudrait extraire des effectifs de la

police à Paris pour remplir cette mission nationale.

Je suis contre une police municipale à Paris, mais pour des effectifs constants et qu'on arrête de pomper des effectifs sur les 18ème et 19ème. Il ne faut pas se renvoyer la balle. Quand la police ne va pas, je me mets en colère. Il ne s'est pas passé une semaine, quasiment une journée, où je n'intervienne. J'ai le sentiment que certains circuits sont impuissants. Quand il y a des squatts durs de trafiquants violents comme autour de la rotonde de la Villette, et que la Ville de Paris qui en est propriétaire ne porte pas plainte, il y a complicité passive.

J'ai fait une proposition de loi visant à créer des zones à dispositif renforcé de prévention et de sécurité pour que les acteurs travaillent ensemble, avec une police mieux formée, de terrain, et en particulier l'îlotage, et une synergie renforcée avec les services sociaux et l'école. J'ai fait cette proposition avec mon ami Cambadélis. Si je suis réélu, je la défendrai : on verra qui votera pour et qui votera contre, et j'en demanderai l'application, notamment, dans ce quartier.

Il vient de sortir un livre blanc sur une politique de sécurité sérieuse, rédigé par Gilbert Bonnemaïson ; je vous conseille ce document : c'est pour moi une référence qui contient les valeurs, la fermeté, la rationalité et pas d'excès. Moi, j'en ai fait une mission officielle du Parti Socialiste sur les problèmes de la ville. Je n'ai jamais dit comme j'ai entendu à midi... ça me fait mal, moi qui suis un militant des Droits de l'Homme, d'entendre "trop d'immigrés, il faut les renvoyer". Ça me fait mal, moi qui suis un militant des Droits de l'Homme et de la L.I.C.R.A..

5. Démocratie locale

- a. Quelle place accorderez-vous dans votre travail de député aux réalités locales ?
- b. Quel mode de scrutin défendrez-vous pour les prochaines législatives ?
- c. Quelles propositions comptez-vous promouvoir pour faire progresser la démocratie locale ?
- d. Quelle est votre position sur le droit de vote des immigrés ?

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

(Union Pour la France - U.D.F. - P.S.D.)

a. L'intérêt du travail du député, c'est deux choses différentes : il doit se rendre compte de ce qui se passe au quotidien, et de là réfléchir à l'Assemblée Nationale avec son groupe politique, à un certain nombre de réformes ou de propositions de loi. Quand on est à Paris, comme Daniel Vaillant, qui était à la fois député et Conseiller de Paris - alors que moi j'étais député sans être en même temps conseiller de Paris - le rôle de nos permanences est souvent plus un rôle de conseiller pour les problèmes sociaux dans nos quartiers, qu'un rôle de député. Le rôle de député, on le fait dans les commissions à l'Assemblée Nationale.

b. Pour le scrutin majoritaire

c. La décentralisation, les mairies décentralisées à Paris, les conseils d'arrondissement font que la démocratie locale fonctionne, que l'opposition municipale peut s'exprimer librement. Je suis pour que les associations fonctionnent de plus en plus et qu'elles aient des rôles plus importants face aux mairies.

d. Contre le droit de vote aux immigrés.

Mireille MARCHIONI

(Parti Communiste Français)

a et b. Le scrutin majoritaire à Paris ne laisse sa chance qu'au parti majoritaire. Nous sommes contre ce système de scrutin. Nous sommes pour le scrutin proportionnel qui permettrait à Paris d'avoir la représentation des tendances non majoritaires, ce qui est si important pour faire avancer les choses. Le débat de ce soir est un exemple. C'est pas mal d'entendre tous les avis. Avec la proportionnelle, il y aura des députés de diverses sensibilités.

c. Je suis conseillère d'arrondissement et je trouve que la vie à Paris est hypercentralisée. Les conseils d'arrondissement n'ont qu'un rôle de consultation. Ils n'ont pas de moyens donc pas de pouvoir. Les problèmes sont traités au niveau de la Mairie de Paris. C'est préjudiciable à la vie des associations, à ce que les gens peuvent apporter. Il faudrait modifier pas mal de choses dans ce mode de scrutin.

Les séances des conseils d'arrondissement devraient être ouvertes au public sur les grands sujets (ex : les personnes âgées, le sport...) et les problèmes du quartier : logement, insécurité, école... Il faudrait organiser des débats publics. Que les gens puissent venir pour les opérations immobilières. La

centralisation de la Mairie de Paris propose des projets immobiliers tout ficelés - ce n'est peut-être pas le cas du D.S.Q. de la Goutte d'Or. L'avis des gens ne fait rien changer ; on a un exemple cuisant : la Moskowa. L'idée est d'ouvrir des concours d'architecture et d'urbanisme pour les projets immobiliers qui permettraient un choix.

d. Je suis pour le droit de vote aux immigrés qui demeurent depuis 5 ans en France aux élections municipales, européennes et prud'homales. Droit à l'éligibilité également.

Pour réprimer le racisme et l'antisémitisme : à l'ONU, le racisme est déclaré être un crime. Malheureusement, des actes racistes continuent de se produire. Il y a la loi Gayssot qui donne les possibilités de se défendre contre toute provocation raciste, en paroles, en affiches, etc. Les élus communistes sont à la disposition des gens pour se battre, faire appliquer cette loi. Il faut un rapport de force pour faire appliquer cette loi.

Je suis contre la double peine : cela oppose les gens. Les gens qui travaillent et vivent en France dans les mêmes conditions que les Français n'ont aucune raison d'avoir une double peine.

Daniel VAILLANT

(Parti Socialiste)

a. Il est inutile que j'en rajoute. Je partage ma vie entre ici et l'Assemblée Nationale. Je ne manque aucune réunion (Z.E.P., D.S.Q., Assemblée nationale, dans les commissions, au sein de mon groupe...) et je m'exprime à l'Assemblée Nationale)

b. Je suis pour réinjecter de la proportionnelle sans remettre en selle le Front National. J'ai participé personnellement aux travaux de la commission Vedel. Nous sommes arrivés à une bonne situation : rajouter une liste proportionnelle au scrutin uninominal à deux tours (pour la plus grande partie des députés), pour permettre aux écologistes d'être représentés. Il faut se mettre d'accord sur les modes de scrutin, c'est un problème de démocratie. En 1985, nous avons instauré la proportionnelle départementale. M. Pasqua et la majorité de droite de l'époque l'ont changée. Il a remis le scrutin uninominal à deux tours.

c. Beaucoup a été fait : loi de décentralisation, partenariat... Il faut aller plus loin : rapprocher les lieux de décision des citoyens, tout faire pour favoriser la citoyenneté, des commissions extramunicipales pluralistes et non pas confisquées, accessibilité administrative, référendums locaux,

accentuer la faisabilité des recours au Conseil Constitutionnel, rapprocher les services, rendre public le patrimoine des élus, limiter le cumul des mandats - on ne peut pas être sérieusement Maire de Paris et député de Corrèze -, recours en matière d'urbanisme, d'environnement, d'enquête publique, réforme constitutionnelle.

d. Je suis pour le droit de vote des immigrés aux élections locales. Cela ne peut pas se passer en majorité simple à l'Assemblée Nationale (comme pour la peine de mort) : ce n'est pas constitutionnel. Il faut un référendum. Mais, vu le rapport de force et les positions de la droite et de l'extrême droite sur le sujet, nous craignons un non. Ce serait un recul. Cette idée doit progresser : je compte sur l'Europe. C'est une ineptie en France alors que certains pays d'Europe donnent le droit de vote aux immigrés, quand ils sont en situation régulière, quand ils payent leurs impôts,.... Ils sont dans la cité, pourquoi ne pourraient-ils pas voter ?

Philippe GERMA

(Entente des Écologistes - Génération-Écologie)

a. Les lois doivent être étudiées et conçues en fonction des pays qui nous entourent. Les députés doivent se préoccuper des lois des autres pays. Un député qui s'occupe des lois françaises et pas des lois européennes, c'est n'importe quoi. La fonction de député est essentielle. Nous avons participé en tant qu'auditeurs à la commission Vedel. Nous avons proposé deux fois moins de députés avec les mêmes moyens afin qu'ils puissent suivre les questions locales, nationales et mondiales. Les premiers qui ont crié "holà !" ont été tous les groupes installés à l'Assemblée Nationale. Quand une nouvelle formation arrive, ils veulent bien créer des postes mais ils ne veulent pas en avoir moins.

b. Nous avons quitté le gouvernement parce que le Parti Socialiste a refusé la proportionnelle, faisant en sorte qu'à ces élections, 40% des électeurs vont faire 80% des sièges. Mauroy était d'accord. Fabius non. Il a pensé manger les écologistes et faire un grand parti : eh bien il s'est trompé ! Nous plaillons pour la proportionnelle car il y a une diversité de culture politique et sociale, dans ce pays. Elle doit être représentée. La force d'un pays, c'est la démocratie et la proportionnelle est la meilleure façon de représenter la démocratie. Tous les pays européens ont la proportionnelle. Dans les conseils régionaux, élus à la proportionnelle, tout le monde a dit : c'est le retour de la IV^e République. Non ! Les écologistes qui ont des voix marginales mais importantes pèsent sur les majorités pour faire passer leurs idées. La proportionnelle c'est tout à fait bien dans un monde moderne. Nous sommes pour une proportionnelle à l'allemande et vous l'avez refusée. La vie politique de ce pays est faite par les grands blocs. Ce mode de scrutin est injuste pour les écologistes, les communistes, les centristes, pour toutes les formations nouvelles qui sont obligées de s'allier avec la droite et sont piégées par cela. Nous avons quitté le gouvernement socialiste pour cela en partie. Le P.S. est un parti totalitaire. Les autres aussi le seront.

c. Les écologistes défendent le référendum à initiative populaire. Nous sommes contre le fait que le maire délivre à la fois les permis de construire et fixe le Plan d'Occupation des Sols. C'est une erreur de la décentralisation. Le P.O.S. doit être confié à la région. Et on pourrait parler aussi des enquêtes publiques, etc... Pourquoi les ministres de l'équipement n'ont-ils rien fait pendant 12 ans ?

d. Le droit de vote aux immigrés n'est pas dans les mentalités. Le problème est d'intégrer l'Europe. Le droit de vote aux immigrés est en discussion entre les Verts et nous.

6. Dernière intervention - thème libre

Des questions ont été posées sur l'emploi, sur l'emploi précaire dans les services public, alors qu'il y a des besoins de santé, sur le code de la nationalité, et sa remise en cause éventuelle, sur le recyclage des salariés des industries d'armement. Ceci de façon indicative.

Vous avez une dernière fois la parole dans ce débat pour aborder chacun une question qui n'a pas été traitée ce soir et sur laquelle vous souhaitez intervenir (politique intérieure, politique étrangère, ou outre...).

Mireille MARCHIONI

(Parti Communiste Français)

Le grand absent du débat, c'est l'emploi. Parce que toutes les questions sociales (logement, éducation, toxicomanie, sécurité, démocratie,...), s'il n'y a plus de travail - 3 millions de chômeurs -, on ne pourra qu'essayer de rabibochoer les choses... L'emploi c'est la question primordiale.

Sur la précarité : je travaille dans un service public. Le service public est ouvert aux Contrats Emploi-Solidarité (2500 F par mois) pour remplir des emplois qualifiés. La droite veut étendre les C.E.S. au privé. C'est la porte ouverte à des salaires à deux vitesses. Ceux qui auront un vrai emploi et les précaires. Cela fera des tensions dans les rapports sociaux entre ceux qui profitent et ceux qui n'ont rien. Ce n'est pas par hasard que c'est proposé comme exemple. Il y a une grande bataille idéologique pour le partage du travail et le partage du salaire. Nous sommes contre. Nous sommes pour la réduction du temps de travail et la création d'emplois. La technologie ne supprime pas d'emploi : il y a des emplois créés dans l'automobile.

Le problème de l'emploi, c'est le problème des débouchés : en résumé, pour pouvoir produire, il faut des gens qui achètent. Si le Parti Communiste progressait dans ce pays, cela ferait du bien. Le Parti Communiste a été affaibli. L'énorme responsabilité du Parti Socialiste a fait le lit de la droite. J'espère un retour à une politique de gauche pour laquelle les gens avaient voté majoritairement. Ce qui compte, c'est l'action des gens. Toute action engagée, qui semble bonne, n'amènera pas de changement si les salariés et les habitants ne sont pas là pour la soutenir. Il n'y aura pas de changement, parce que ceux qui détiennent les moyens de production et le fric ne vont pas lâcher cet argent de sitôt.

Daniel VAILLANT

(Parti Socialiste)

Je me suis déjà exprimé sur le chômage : c'est un drame ! Sur la précarité de l'emploi, les C.E.S. dans le privé, c'est un drame ! Les problèmes ne peuvent être réglés par la seule croissance qui ne vient pas, ni par la seule France qui n'en a pas les moyens. Le partage du temps de travail sans toucher aux bas et moyens salaires est une formule qui devrait contribuer à arrêter le chômage et à le faire régresser.

Code de la Nationalité : j'ai répondu. Je ne vais pas défiler dans une manifestation contre la modification du Code de la Nationalité, et en même temps m'engager à l'Assemblée à le modifier.

Quelques mots sur l'enjeu national de ce scrutin : tout d'abord, il s'agit de revaloriser la politique donc la démocratie. C'est à dire que le député doit être capable de dire où il se situe. Moi, si je suis réélu député, je siégerai largement à gauche, pas ailleurs. Je pense que la droite ne corrigera pas les insuffisances de la droite, qui ne l'a jamais fait par le passé, et c'est pour cela que la période 86-88 s'est soldée par l'élection de François Mitterrand. Je pense qu'il serait mauvais d'avoir un raz de marée de la droite, comme un raz de marée de la gauche en 81 a été peut-être mauvais. Avec les surenchères qui s'ensuivront, les divisions présidentielles et les excès. Un député doit s'engager sur des valeurs : je l'ai fait devant vous. Je suis aussi partie prenante d'une reconstruction de la gauche de progrès pour repartir autrement et ne pas retomber dans les conditions où nous avons terminé notre mandat.

Mais c'est aussi élire un député local, une femme ou un homme qui soit de parole, qui ne fasse pas le contraire à l'Assemblée Nationale ou au Conseil de Paris de ce qu'il nous dit ici. Sur la démolition des immeubles de l'îlot Riquet, j'ai toujours été contre. On ne peut être à la fois pour au Conseil d'Arrondissement et au Conseil de Paris, et être maintenant contre. Il faut un élu représentatif et moi qui habite le quartier depuis 1975, je n'en fais pas un gros argument, je ne suis ni un homme d'affaire, ni un aventurier, vous le savez. Je crois répondre aux critères de sérieux, de proximité, de compétence, d'honnêteté et de conviction : je l'ai démontré ce soir.

Philippe GERMA

(Entente des Écologistes - Génération-Écologie)

C'est la première fois que je me présente comme candidat. Si les écologistes se présentent partout en France comme candidats, c'est qu'il se rendent compte de l'échec des grandes doctrines politiques : le libéralisme, qui a certes augmenté les richesses, mais aussi le socialisme qui a essayé de mieux les répartir. On se rend compte aujourd'hui des conséquences de ces 2 grandes doctrines politiques que mon professeur Jean Fourastié appelait les "invités inattendus de la croissance", c'est à dire la crise écologique.

L'activité de l'homme met en cause les grands

équilibres naturels (couche d'ozone, effet de serre, déchets) et parallèlement la gestion des pays développés conduit à un sous-développement énorme des pays sous-développés.. Ces deux nouveautés - sous-développement et environnement - sont les problèmes stratégiques à régler et les écologistes ont l'œil rivé là-dessus.

Au fond, à travers ces 2 priorités, nous pensons qu'on peut infléchir fortement les politiques. En ce qui concerne les scrutins de mars prochain, nous avons un document qui s'appelle "Si le prochain premier ministre était écologiste". Il contient 4 priorités et 27 mesures d'urgence.

La première priorité est de sauver l'Europe. Autour de cette table, tout le monde n'a pas toujours voulu l'Europe. Nous avons toujours dit que l'Europe était une chose importante pour nos enfants. Plus de service public européen est indispensable pour la communauté.

La deuxième priorité est de régénérer la démocratie française et l'impartialité de l'État, à savoir le mode de scrutin et les règles de nomination des gens au sein de l'État. La nomination d'un ex-ministre [NDLR : Pierre Joxe] à la présidence d'un grand organisme n'incarne pas la pluralité de l'État. Nous sommes pour un état plus impartial. De plus, faire la guerre au chômage, cela ne peut passer que par la libéralisation du temps, le droit au temps libre et au partage du travail. Nous avons de nombreuses mesures que vous pourrez trouver dans ce document. Les socialistes reprennent les idées des écologistes sur ce thème et c'est bien !

Enfin, il faut marier l'économie et l'écologie car l'avenir de la planète passe par une économie plus écologiste, des techniques plus propres, une meilleure prise en compte de l'impact de l'activité de l'homme sur la nature. L'ensemble de ce programme est mal connu.

Je voudrais remercier les candidats d'être venus ce soir. Je crois que beaucoup d'entre eux ne connaissent pas bien les thèses des écologistes, alors je leur ai fait un petit cadeau ainsi qu'aux responsables de l'association : le livre d'Al Gore, Vice-Président des États-Unis, qui s'appelle : "Sauver la planète Terre", avec en plus notre programme ("20 propositions pour redistribuer l'emploi"), que vous trouverez à la sortie.

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH

(Union Pour la France - U.D.F. - P.S.D.)

J'ai été député dans ce quartier entre 1978 et 1980. (Vous devez vous rappeler la grande vague rose de 1981 : j'ai fait partie des naufragés de cette vague rose.). Je pense pour ceux qui me connaissent que j'ai été un député sérieux. Je me suis battu sur les thèmes importants, contre l'immigration sauvage, contre l'insécurité dans nos quartiers, pour l'amélioration de nos conditions de vie et en 78, je n'étais pas élu municipal, mais j'avais eu une bataille avec des adjoints au Maire du 18ème ici présents, pour l'amélioration des cantines scolaires.

À l'Assemblée Nationale, le grand débat, c'est le chômage. Personne n'a de solution miracle. Il faut s'adapter à la situation. Ça ne se réglera pas du jour au lendemain. Il n'est pas acceptable de voir des milliers de jeunes sans emploi, il n'est pas acceptable de voir 3 millions de chômeurs, 1,5 millions de contrats-formation, qui vont se retrouver chômeurs demain, plus 500 000 mal-logés en France. C'était une véritable bataille sociale que le gouvernement qui va perdre les élections en avril a raté. À nous de reprendre le manche !

19ème circonscription de Paris - mars 1993 : RÉSULTATS DES ELECTIONS LÉGISLATIVES

Le député sortant était Daniel Vaillant (P.S.).

	Goutte d'Or		Circonscription	
	Voix	%	Voix	%
Inscrits	10 853	100,00	41 825	100,00
1er tour (21 mars)				
Votants	6 591	60,73	25 810	61,71
Blancs et Nuls	200	3,03	854	3,31
Exprimés	6 391	96,97	24 956	96,69
• J.-P. PIERRE-BLOCH (U.P.F.)	2 121	33,19	8 703	34,87
• D. VAILLANT (P.S.)	1 413	22,11	5 483	21,97
• P. de BLIGNIERES (F.N.)	916	14,33	3 604	14,44
• Ph. GERMA (Entente Ecologistes)	595	9,31	2 317	9,28
• M. MARCHIONI (P.C.F.)	475	7,43	1 794	7,19
• L. GIRARD (Extr. Droite)	265	4,15	888	3,56
• A. SOUCHON (L.O.)	170	2,66	618	2,48
• A. MALVOISIN (Div. Ecologistes)	148	2,32	576	2,31
• Ph. CRETET (Extr. Gauche)	106	1,66	282	1,13
• B. SOURCIS (Div. Ecologistes)	56	0,88	233	0,93
• J.-C. PATOUT (Div. Droite)	56	0,88	195	0,78
• L. ANDRÉ (Div. Gauche)	37	0,58	136	0,54
• A.-S. CLARY (Mvt Réformateurs)	33	0,52	127	0,51
2ème tour (28 mars)				
Votants	6 426	59,21	25 377	60,68
Blancs et Nuls	454	7,07	1 822	7,18
Exprimés	5 972	92,93	23 555	92,82
• J.-P. PIERRE-BLOCH (U.P.F.)	3 069	51,39	12 262	52,05
• D. VAILLANT (P.S.)	2 903	48,61	11 293	47,94
Jean-Pierre Pierre-Bloch est donc élu député de la 19ème circonscription				